



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 13 08 2026

Programme économique de Lula : continuité assumée entre stabilité macroéconomique et volontarisme industriel

Le programme présenté par Lula pour un quatrième mandat s'inscrit dans la continuité avec la politique économique menée depuis 2023. Il repose sur 2 piliers : la recherche de stabilité macroéconomique et la poursuite de l'accent donné à la politique industrielle. La souveraineté technologique et énergétique reste également un fil conducteur. Le programme ne prévoit en revanche ni nouvelle règle budgétaire ni réforme structurelle des dépenses obligatoires.

L'inflation ralentit en juillet et repasse sous le plafond de la cible

L'IPCA a progressé de seulement 0,07% en juillet, après 0,16% en juin, permettant à l'inflation annuelle de revenir à 4,44%, sous le plafond de 4,5% de la cible de la Banque Centrale. Le recul des prix alimentaires et des carburants a compensé la hausse de l'électricité et des billets d'avion, mais l'accélération des services continue de témoigner de pressions sous-jacentes.

Malgré la hausse des revenus, le poids de la dette comprime le budget des ménages brésiliens

Les ménages brésiliens, en particulier les plus modestes, font face à une baisse de leur revenu disponible en dépit d'un marché de travail pourtant favorable. Cette situation paradoxale tient à l'endettement toujours plus élevé des ménages, accentué par le niveau élevé du taux Selic, qui réduit les marges financières et pèse sur la consommation.

Graphique de la semaine : Evolution du taux de crédit libre

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-5,5%	-0,9%	167 181
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+1,9%	+1,6%	124
Taux de change USD/BRL	+1,8%	+0,4%	5,20
Taux de change €/BRL	+0,7%	-1,0%	5,89

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

21,7%

La part du revenu disponible des ménages brésiliens après leurs dépenses obligatoires, le chiffre le plus bas depuis 2011.

Source : Cabinet
Tendências

Actualités macro-économiques & financières

Programme économique de Lula : continuité assumée entre stabilité macroéconomique et volontarisme industriel

Sur le plan macroéconomique, le camp Lula affirme l'objectif d'une inflation maîtrisée et d'une politique budgétaire responsable, jugées nécessaires à une baisse durable des taux d'intérêt et au redémarrage de l'investissement. Le cadre budgétaire actuel serait maintenu, avec un contrôle de la progression des dépenses primaires et attention accrue à la qualité de la dépense publique. Le gouvernement revendique un ajustement budgétaire d'environ 2 points de PIB, soit 240 Md BRL (40 Md EUR), entre 2023 et 2026, et prévoit un déficit primaire proche de 0,4% en 2026.

La politique industrielle engagée depuis 2023 serait partiellement approfondie. La Nouvelle Industrie Brésil (NIB), le Novo PAC et le Plan de transformation écologique (PTE) demeurent les principaux instruments de développement, combinant financements publics, commande publique et investissements privés. Le *Plano Mais Produção*, bras financier de la NIB, devrait avoir mobilisé 860 Md BRL (144 Md EUR) entre 2023 et 2026. Pour le prochain mandat, cinq priorités sont mises en avant :

productivité, montée en gamme des chaînes de valeur, souveraineté technologique, emplois qualifiés et décarbonation.

Cette stratégie cible plusieurs secteurs jugés stratégiques. Dans les minerais critiques et les terres rares, le président Lula veut développer davantage la transformation locale afin d'augmenter la valeur ajoutée produite au Brésil. Dans le numérique, le programme fait de la souveraineté digitale une priorité, autour de l'intelligence artificielle, des data centers, du cloud et des capacités nationales de calcul. Il prévoit notamment de soutenir les entreprises brésiliennes d'IA et d'élargir les usages de cette technologie dans l'agriculture, la santé et les services financiers.

Dans l'énergie, le programme assume une ligne duale : accélérer la transition bas-carbone tout en poursuivant le développement des hydrocarbures. Il prévoit de soutenir les biocarburants, le biométhane, l'hydrogène bas-carbone, le carburant aérien durable (SAF), l'éolien offshore et le stockage, tandis que Petrobras conserverait un rôle clé dans l'expansion pétrolière et gazière. Plus de 13 Md BRL (2,2 Md EUR) de financements auraient été accordés aux biocarburants entre 2023 et 2025, avec l'objectif de renforcer de nouveau la présence de Petrobras dans cette filière.

Le volet productif reste étroitement lié à l'objectif de réduction des inégalités. Lula entend poursuivre la revalorisation réelle du salaire minimum, les transferts sociaux et l'élargissement de la protection sociale. Le gouvernement met également en avant la hausse de la fiscalité sur les offshores et les fonds exclusifs : environ 140 000 contribuables parmi les plus aisés seraient davantage mis à contribution, tandis que plus de 15 millions de

personnes bénéficieraient d'un allègement de l'impôt sur le revenu. La réforme de la fiscalité sur la consommation, qui doit remplacer cinq prélèvements par une TVA duale, est présentée avant tout comme un outil de simplification.

Sur le plan extérieur, Lula a reconduit une stratégie de diversification commerciale et d'autonomie stratégique. Le Mercosur resterait la principale plateforme d'intégration régionale, avec notamment l'ambition de développer un marché commun de l'énergie. Le programme entend aussi prolonger l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux après 656 nouveaux marchés d'exportation revendiqués depuis 2023, et s'appuie sur les accords du Mercosur avec l'Union européenne, l'AELE et Singapour. Cette ouverture s'accompagnerait d'un renforcement des BRICS et des relations avec les pays du Sud global.

Enfin, la modernisation de l'État repose surtout sur la numérisation et la simplification administratives. Le programme prévoit de renforcer le partage de données entre administrations, de poursuivre la dématérialisation des services publics et de centraliser certaines fonctions supports des ministères, avec l'objectif affiché de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité de l'appareil fédéral.

L'inflation ralentit en juillet et repasse sous le plafond de la cible

En juillet, l'Indice national des prix à la consommation (IPCA) a augmenté de 0,07% en glissement mensuel, soit son

niveau le plus faible pour le mois depuis 2022. Le résultat demeure toutefois très légèrement supérieur aux anticipations du marché, qui tablait sur une stabilité des prix. L'inflation cumulée depuis le début de l'année atteint 3,43% et en glissement annuel, l'IPCA ralentit, passant de 4,64% en juin à 4,44%. Elle repasse ainsi sous la borne supérieure de la bande de tolérance de la cible de 3% (+/- 1,5 point).

Le ralentissement observé relève principalement de la baisse des prix de l'alimentation et des carburants. Le groupe alimentation et boissons s'est contracté de 0,67%, sa deuxième baisse consécutive et l'alimentation à domicile a reculé de 1,14. Les postes « carburants » ont contribué à la désinflation de juillet, avec une baisse de l'essence de 1,37%, de l'éthanol de 2,26% et du diesel de 1,22%. À l'inverse, l'électricité résidentielle a augmenté de 3,09% et constitué la principale contribution positive du mois (+0,13 point), tandis que les billets d'avion ont progressé de 11,67%.

L'analyse de l'inflation sous-jacente fait cependant ressortir des tensions : l'inflation des services a atteint 0,54% en juillet et à 5,9% en g.a. La restauration hors domicile a progressé de 0,55%, après seulement 0,15% en juin. À l'inverse, les biens industriels ont légèrement baissé de 0,1%. La moyenne des différentes mesures d'inflation sous-jacente reste stable à 4,4% en g.a.

Les anticipations d'inflation pour 2026 poursuivent leur amélioration. Selon le dernier bulletin Focus, la médiane des prévisions du marché s'établit à 5,02%, en baisse pour la sixième semaine consécutive. De son côté, le Comité de politique monétaire se montre un peu

plus prudent, avec une projection de 5,1% pour 2026 et de 3,8% pour 2027. Celui-ci a procédé à une baisse de 25 points de base du taux Selic le 5 août, le portant à 14%, soit une quatrième réduction consécutive du même ordre. La Banque Centrale estime néanmoins que l'inflation reste soutenue par la demande et a souligné la persistance des pressions inflationnistes pesant sur les services ainsi que le désancrage des anticipations.

Etude économique & financière

Malgré la hausse des revenus, le poids de la dette comprime le budget des ménages brésiliens

L'endettement touche désormais près de 85% des ménages percevant jusqu'à trois salaires minimums, selon les dernières données de l'Enquête sur l'endettement et les impayés des consommateurs (Peic), publiée par la Confédération nationale du commerce (CNC). Cette progression contraste avec l'évolution des revenus. Au T2 2026, le taux de chômage s'établissait à 5,4%, tandis que le revenu réel moyen du travail progressait de 2,8% en g.a. et la masse réelle des revenus du travail de 3,6%.

Les ménages modestes sont les plus touchés par ce resserrement des conditions financières. En juin, 84,7% des familles percevant jusqu'à trois salaires minimums étaient endettées et

38,3% avaient des paiements en retard, contre respectivement 71,4% et 15,4% parmi celles gagnant plus de dix salaires minimums. Au sein des ménages les plus modestes, 17,6% déclaraient par ailleurs ne pas être en mesure de payer leurs dettes à temps.

Cette fragilité des ménages les plus pauvres entraîne une réduction de la part des revenus effectivement disponibles. Seulement 21% du revenu des ménages était disponible en février après paiement des dépenses essentielles, des impôts et du service de la dette, soit le niveau le plus faible depuis le début de la série. Cette mesure illustre que la progression des revenus du travail ne se traduit pas nécessairement par une augmentation du pouvoir d'achat des ménages.

Le coût très élevé du crédit amplifie cette contrainte. En mai, le taux moyen des nouveaux crédits libres accordés aux ménages atteignait 62,8% par an, en hausse de 3,8 points sur douze mois. En parallèle, l'encours de dette des ménages représentait 49,8% de leur revenu annuel en avril, tandis que le service de la dette en absorbait 28,2%, soit 1,1 point de plus qu'un an auparavant. La baisse déjà engagée du taux Selic, désormais à 14%, ne soulage pas pour l'instant les finances des ménages.

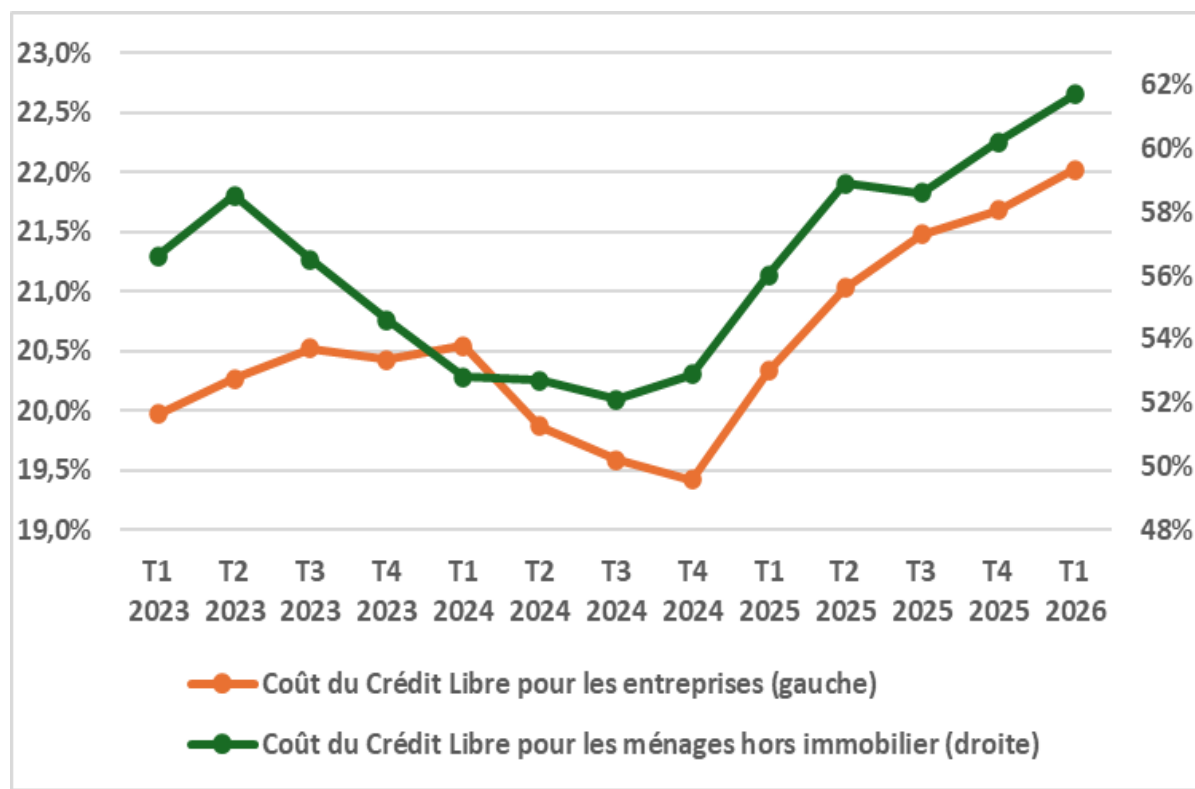
Cette compression du revenu disponible pèse également sur la consommation. En mai, le volume des ventes au détail n'a progressé que de 0,1% en g.m., après un recul de 1,6% en avril. La Fondation Getulio Vargas (FGV) a indiqué la détérioration de l'indice de

confiance du consommateur pour le 3ème mois consécutif, en particulier pour les ménages gagnant jusqu'à 2100 BRL (350 EUR) par mois (-10,5%).

Dans ce contexte, le gouvernement a prolongé le programme *Novo Desenrola Brasil* (Voir brève du 29 juin 2026), lancé en mai afin de faciliter la restructuration des dettes des ménages les plus fragiles. Le dispositif permet de renégocier certaines dettes de carte de crédit, découvert bancaire et crédit personnel. Les conditions peuvent inclure des décotes allant jusqu'à 90%, un taux mensuel maximal de 1,99% et un remboursement étalé sur 48 mois.

Graphique de la semaine

Evolution du taux de crédit libre



Source: BCB

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr